

Convention collective locale

IDCC : 392. – INDUSTRIE TEXTILE DE ROUBAIX-TOURCOING

(Vallée de la Lys)

(20 octobre 1964)

ACCORD DU 8 SEPTEMBRE 2010

**RELATIF AU RENOUELEMENT DES INSTANCES REPRÉSENTATIVES
DU PERSONNEL EN 2010**

NOR : ASET1051308M

IDCC : 392

Le présent accord a pour objet d'organiser les élections en vue du renouvellement du mandat des membres des instances représentatives du personnel (comité d'entreprise, délégués du personnel, délégation du personnel constituant la délégation unique du personnel au comité d'entreprise).

Conformément aux dispositions légales relatives à la durée des mandats et aux dispositions particulières des articles 15 *f*, alinéas 3, 32 et 33 de la convention collective de l'industrie textile de Roubaix-Tourcoing, vallée de la Lys, le renouvellement du mandat des membres des comités d'entreprise et des délégués du personnel, constituant ou non la délégation unique du personnel, aura lieu aux dates suivantes :

- premier tour : du lundi 1^{er} novembre au lundi 15 novembre inclus ;
- second tour : du mardi 16 novembre au mardi 30 novembre inclus.

Les élections des délégués du personnel et des membres des comités d'entreprise (premier et second tours) auront lieu à la même date.

Annonce des élections et affichage des listes

Les employeurs ayant l'intention d'opter pour la mise en place de la délégation unique du personnel devront, préalablement à l'annonce des élections, informer et consulter les délégués du personnel et, s'il existe, le comité d'entreprise sur la mise en place de cette institution.

Les élections seront annoncées, par un avis affiché dans tous les ateliers par les soins de l'employeur, 1 mois à l'avance, au plus tard pour le vendredi 1^{er} octobre 2010.

La liste des électeurs et celle des éligibles devront être établies et affichées dans les locaux de travail, au plus tard pour le vendredi 15 octobre 2010.

Dans les établissements de plus de 200 personnes salariées, la liste des électeurs et celle des éligibles devront être établies et affichées séparément dans chaque atelier d'une certaine importance, les listes générales restant affichées à l'emplacement réservé habituellement à cet effet.

Figureront sur ces listes les travailleurs qui seront régulièrement inscrits sur les registres de l'entreprise et rempliront les conditions requises d'électorat et d'éligibilité, au lundi 15 novembre 2010 pour le premier tour et au mardi 30 novembre 2010 pour le second tour.

Dans les entreprises où les élections auront lieu ultérieurement dans le courant de l'année, ces conditions devront être appréciées à la date prévue pour le scrutin.

Les réclamations au sujet de ces listes et les contestations relatives à l'électorat et à l'éligibilité devront être formulées au moins 4 jours ouvrables avant le jour fixé pour les élections.

Présentation des candidats

Les organisations syndicales de salariés établiront leurs listes de candidats qu'elles feront parvenir :

- au syndicat patronal pour le lundi 25 octobre 2010 au soir, avec copie adressée simultanément à l'employeur ;
- ou au chef d'établissement intéressé au plus tard 4 jours ouvrables avant le jour du scrutin, avec copie au syndicat patronal ⁽¹⁾.

Dans l'un ou l'autre cas, copie de la liste de candidats sera adressée à l'inspecteur du travail chargé du contrôle de l'entreprise.

Ces listes seront affichées dès réception dans l'entreprise.

Second tour de scrutin

Un second tour de scrutin sera organisé :

- si le vote n'a pas été acquis au premier tour ;
- si, 4 jours ouvrables avant le jour fixé pour le premier scrutin, le chef d'établissement n'a reçu des organisations syndicales aucune liste de candidats ;
- si le quorum n'a pas été atteint.

(1) En cas de vote par correspondance, il est conseillé de respecter 8 jours entre la date de limite de dépôt des candidatures et le jour du scrutin.

Le chef d'entreprise invitera alors son personnel par voie d'affichage intérieur à constituer une ou plusieurs listes de candidats et le scrutin ne pourra avoir lieu avant un délai de 15 jours par rapport à la date primitivement fixée.

Les employeurs informeront les organisations syndicales et le syndicat patronal de la date fixée pour le deuxième scrutin.

A ce second scrutin, les électeurs pourront voter pour des listes autres que celles présentées par les organisations syndicales.

Procès-verbal de carence

Dans le cas où aucune candidature ne se serait déclarée pour le mardi 30 novembre 2010, le chef d'entreprise enverra au syndicat patronal un procès-verbal de carence en 3 exemplaires signés par l'électeur le plus jeune et l'électeur le plus ancien. Deux de ces exemplaires seront adressés à l'inspection du travail.

La liste des procès-verbaux de carence sera adressée pour le mercredi 22 décembre 2010 à chaque organisation syndicale signataire du présent accord par les soins du syndicat patronal.

Conditions d'électorat

Conformément aux dispositions de l'article L. 2314-15 du code du travail, sont électeurs les salariés des deux sexes âgés de 16 ans accomplis au lundi 15 novembre 2010 pour le premier tour, au mardi 30 novembre 2010 pour le second tour, travaillant depuis 3 mois au moins dans l'entreprise et n'ayant encouru aucune des condamnations prévues aux articles L. 5 et L. 6 du code électoral.

Conditions d'éligibilité

Conformément aux dispositions de l'article L. 2314-16 du code du travail, sont éligibles, à l'exception des conjoints, partenaires liés par un pacte civil de solidarité, concubins, ascendants, descendants, frères et sœurs et alliés au même degré du chef d'entreprise, les électeurs âgés de 18 ans accomplis au lundi 15 novembre 2010 pour le premier tour, au mardi 30 novembre 2010 pour le second tour, ayant travaillé dans l'entreprise depuis 1 an au moins.

Répartition des postes à pourvoir

Il est rappelé que la convention nationale de l'industrie textile a fixé le nombre de collèges comme suit :

- 2 collèges (ouvriers-employés et cadres-maîtrise) dans les établissements de moins de 200 salariés ;
- 3 collèges (ouvriers, employés et cadres-maîtrise) dans les établissements de 200 à 500 salariés ;
- 4 collèges (ouvriers, employés, agents de maîtrise, cadres) dans les établissements de plus de 500 salariés.

A. – Comité d'entreprise (*)

La répartition des sièges attribués entre ces collèges devra être la suivante :

NOMBRE DE SALARIÉS dans l'entreprise (1)	OUVRIERS, EMPLOYÉS		MAÎTRISE, CADRES	
	T	S	T	S
De 50 à 75	3	2	1	1
De 76 à 100	3	3	1	1
De 101 à 200	4	2	2	2

NOMBRE DE SALARIÉS dans l'entreprise (1)	OUVRIERS		EMPLOYÉS		MAÎTRISE, cadres	
	T	S	T	S	T	S
De 201 à 500	5	2	1	1	2	2

NOMBRE de salariés dans l'entreprise (1)	OUVRIERS		EMPLOYÉS		TECHNICIENS et agents de maîtrise		INGÉNIEURS et cadres	
	T	S	T	S	T	S	T	S
De 501 à 1 000	6	5	1	1	2	1	1	1
De 1 001 à 2 000	8	5	2	1	2	2	1	1
De 2 001 à 3 000	9	5	2	1	2	2	2	1
Plus de 3 000	10	5	3	1	2	2	2	1

(1) Les effectifs pris en considération pour déterminer le nombre de sièges à pourvoir sont appréciés au jour de l'affichage des listes d'électeurs et d'éligibles dans l'établissement.

(*) Pour certaines entreprises de la vallée de la Lys, il est rappelé qu'un accord du 10 mars 1972 a admis que les dispositions de l'accord vallée de la Lys du 21 novembre 1967 abrogé subsisteront à titre d'usage dans les

entreprises où cet accord avait permis l'acquisition effective d'avantages particuliers.

B. – Délégués du personnel (*)

La répartition des sièges attribués aux délégués du personnel se fera comme suit :

NOMBRE DE SALARIÉS dans l'entreprise (1)	OUVRIERS, EMPLOYÉS		MAÎTRISE, CADRES	
	T	S	T	S
De 11 à 25 (1)	1	1	–	–
De 26 à 50	2	1	–	1
De 51 à 99	2	2	1	1
De 100 à 174	4	3	2	1
De 175 à 199	4	4	2	2
(1) Conformément aux dispositions de l'article L. 2314-9 du code du travail, les délégués du personnel sont, dans cette tranche d'effectif, élus par un collège électoral unique regroupant l'ensemble des catégories professionnelles.				

NOMBRE DE SALARIÉS dans l'entreprise (1)	OUVRIERS		EMPLOYÉS		MAÎTRISE, cadres	
	T	S	T	S	T	S
De 200 à 499	5	3	2	1	2	1

NOMBRE de salariés dans l'entreprise (1)	OUVRIERS		EMPLOYÉS		TECHNICIENS et agents de maîtrise		INGÉNIEURS et cadres	
	T	S	T	S	T	S	T	S
De 500 à 999	6	4	2	1	2	1	1	1
De 1 000 à 1 249	8	4	2	1	2	1	1	1
De 1 250 à 1 499	8	4	2	1	2	1	1	1
De 1 500 à 1 749	8	4	3	1	3	1	1	1
De 1 750 à 1 999	8	4	3	1	3	1	1	1
De 2 000 à 2 249	9	4	3	1	3	1	2	1
De 2 250 à 2 499	9	4	3	1	3	1	2	1
De 2 500 à 2 749	10	5	3	1	3	1	2	1
De 2 750 à 2 999	10	5	3	1	3	1	2	1

NOMBRE de salariés dans l'entreprise (1)	OUVRIERS		EMPLOYÉS		TECHNICIENS et agents de maîtrise		INGÉNIEURS et cadres	
	T	S	T	S	T	S	T	S
De 3 000 à 3 249	11	5	4	1	3	1	2	1
De 3 250 à 3 499	11	5	4	1	3	1	2	1
(1) Les effectifs pris en considération pour déterminer le nombre de sièges à pourvoir sont appréciés au jour de l'affichage des listes d'électeurs et d'éligibles dans l'établissement.								

Pendant toute la période où, dans une entreprise ou un établissement de 50 salariés et plus, il n'y a pas de comité d'entreprise ou de CHSCT, le nombre de délégués et la répartition des sièges, conformément à l'article R. 2314-2 du code du travail, sont fixés comme suit :

NOMBRE DE SALARIÉS dans l'entreprise	OUVRIERS, EMPLOYÉS		MAÎTRISE, CADRES	
	T	S	T	S
De 50 à 74	2	2	1	1
De 75 à 99	3	3	1	1
De 100 à 124	4	4	1	1
De 125 à 149	4	4	2	2
De 150 à 174	5	5	2	2
De 175 à 199	5	5	3	3

(*) Pour certaines entreprises de la vallée de la Lys, il est rappelé qu'un accord du 10 mars 1972 a admis que les dispositions de l'accord vallée de la Lys du 21 novembre 1967 abrogé subsisteront à titre d'usage dans les entreprises où cet accord avait permis l'acquisition effective d'avantages particuliers.

C. – Délégation unique du personnel (*)

La répartition des sièges attribués se fera comme suit :

NOMBRE DE SALARIÉS dans l'entreprise (1)	OUVRIERS, EMPLOYÉS		MAÎTRISE, CADRES	
	T	S	T	S
De 50 à 74	2	2	1	1
De 75 à 99	3	3	1	1
De 100 à 124	4	4	1	1
De 125 à 149	4	4	2	2
De 150 à 174	5	5	2	2

NOMBRE DE SALARIÉS dans l'entreprise (1)	OUVRIERS, EMPLOYÉS		MAÎTRISE, CADRES	
	T	S	T	S
De 175 à 199	5	5	3	3
(1) Les effectifs pris en considération pour déterminer le nombre de sièges à pourvoir sont appréciés au jour de l'affichage des listes d'électeurs et d'éligibles dans l'établissement.				

(*) Pour certaines entreprises de la vallée de la Lys, il est rappelé qu'un accord du 10 mars 1972 a admis que les dispositions de l'accord vallée de la Lys du 21 novembre 1967 abrogé subsisteront à titre d'usage dans les entreprises où cet accord avait permis l'acquisition effective d'avantages particuliers.

Dans ces entreprises, la répartition des sièges composant la délégation unique du personnel se fera comme suit :

NOMBRE DE SALARIÉS dans l'entreprise	OUVRIERS, EMPLOYÉS		MAÎTRISE, CADRES	
	T	S	T	S
De 50 à 75	3	3	1	1
De 76 à 100	4	4	1	1
De 101 à 149	5	5	1	1
De 150 à 174	5	5	2	2
De 175 à 199	5	5	3	3

D. – Dispositions particulières

Par accord entre l'employeur et les organisations syndicales concernées, des dispositions seront prises pour faciliter, s'il y a lieu, la représentation des salariés travaillant en équipes successives ou dans des conditions qui les isolent de l'ensemble des autres salariés.

Organisation du scrutin

Conformément aux dispositions du code du travail, les organisations syndicales intéressées sont invitées par le chef d'entreprise à négocier le protocole d'accord préélectoral afin notamment d'ajuster ce qui doit l'être aux conditions précises de l'entreprise et de ses effectifs.

Les dates et heures de commencement et fin de scrutin ainsi que l'organisation de celui-ci seront déterminées dans l'établissement par accord entre la direction et un membre du personnel mandaté par chaque organisation syndicale habilitée à présenter une liste. Cet accord, écrit et signé, devra prévoir notamment, tant pour les élections des titulaires que celles des suppléants, les modalités de vote par correspondance des électeurs

absents (malades, accidentés, en congés, etc.) aux jours fixés pour le ou les scrutins.

Pour le jour du scrutin, il sera établi des bulletins de couleur différente pour les candidats titulaires et suppléants. S'il y a accord majoritaire des organisations syndicales présentant des listes de candidats dans l'entreprise ou l'établissement, il pourra être fait usage de bulletins de couleur distincte pour différencier ces listes.

Le bureau électoral de chaque section de vote sera composé de 1 ou 2 électeurs les plus anciens de l'entreprise, l'atelier ou le service et de 1 ou 2 plus jeunes présents à l'ouverture et acceptant. La présidence appartiendra au plus ancien.

Seules les personnes désignées au paragraphe ci-dessus pourront se tenir en permanence dans la salle de vote pendant les opérations électorales.

La loi prévoit qu'il devra être procédé à des votes séparés pour les titulaires et les suppléants. Ces prescriptions seront observées mais les élections pourront avoir lieu en même temps dès lors que des salles de vote distinctes sont prévues, l'une étant réservée aux titulaires, l'autre aux suppléants.

Dans le cas où des organisations syndicales auraient précisé que leurs candidats titulaires non élus seraient automatiquement présentés comme suppléants, la date des élections de suppléants devra être négociée lors de l'établissement du protocole d'accord préélectoral et cette élection de suppléants ne pourra, en tout état de cause, avoir lieu qu'après un délai minimal de 48 heures suivant l'élection des titulaires et, en cas de vote par correspondance, dans un délai suffisant pour organiser celui-ci.

Hormis le cas où il est procédé à l'élection d'une délégation unique du personnel :

- il y a lieu de faire un vote distinct pour le comité d'entreprise et pour les délégués du personnel ;
- les élections se déroulant à la même date pour les comités d'entreprise et pour les délégués du personnel, les opérations devront s'effectuer dans des salles distinctes.

Toutes dispositions devront être prises pour que le personnel, travaillant par poste ou de nuit, puisse participer au vote pendant ses heures de travail.

Les directions d'entreprise s'attacheront, en accord avec les représentants des organisations syndicales de salariés, à organiser le scrutin au jour et heure où le maximum de salariés sera présent au travail.

Une attention particulière sera accordée aux salariés absents pour cause de prise de jours RTT, compte tenu des modalités d'application de ce dispositif dans l'entreprise.

Pour les usines à marche continue et là où les conditions de travail l'exigent éventuellement, les opérations de vote pourront exceptionnellement s'étendre sur 2 jours.

Vote préférentiel

Il ne sera tenu compte des modifications apportées par le vote préférentiel dans l'ordre de présentation des candidats d'une liste (une croix ou un point) que lorsque la majorité des électeurs de cette liste en aura fait usage.

Les candidats seront déclarés élus selon l'ordre de présentation des listes. Il ne sera tenu compte des radiations des noms pour modifier cet ordre que si la majorité des électeurs a fait usage de cette faculté.

Par contre, pour déterminer la moyenne de suffrages d'une liste, il sera tenu compte des radiations quel qu'en soit le nombre. On calculera le nombre de voix obtenues pour chaque liste en divisant le total des voix des candidats de cette liste par le nombre de ceux-ci.

Délai de contestation

Les signataires de l'accord s'engagent à présenter les cas litigieux devant la commission paritaire, avant de les porter devant les tribunaux compétents.

La commission paritaire devra statuer dans les 3 jours ouvrables qui suivent la publication de la liste électorale lorsqu'il s'agit de contestation relative à l'électorat et dans les 10 jours qui suivent l'élection en cas de contestation sur la régularité des élections.

Ce n'est qu'en cas d'échec de la réunion paritaire que le recours devant les tribunaux sera poursuivi.

Compte rendu des élections

Les résultats du scrutin pour chaque collège sont établis et consignés par les membres du ou des bureaux de vote dans un procès-verbal rédigé en plusieurs exemplaires et, aussitôt le scrutin dépouillé, signé par les membres du ou des bureaux de vote.

Un exemplaire sera remis le jour même à chaque candidat et un autre sera affiché dans l'entreprise dès le lendemain des élections.

Un compte rendu d'ensemble des opérations électorales sera établi par la direction de l'entreprise qui, pour dimanche 5 décembre 2010 au plus tard, l'adressera au syndicat patronal textile en 3 exemplaires auxquels seront joints autant d'exemplaires du compte rendu qu'il y aura eu de listes de candidats présentées par les organisations syndicales intéressées.

Elections en cours d'année

Lorsqu'une organisation syndicale présente, en cours d'année, une liste de candidats aux fonctions de membres du comité d'entreprise ou de délégués du personnel ou de délégués du personnel constituant la délégation du personnel au comité d'entreprise dans un établissement où un procès-verbal de carence a été établi, la date des élections devra être fixée dans un délai de 3 semaines au plus tôt et 6 semaines au plus tard à compter du jour de la réception de la liste par le syndicat patronal qui avertira les autres organisations.

Le fait qu'une liste unique, même incomplète, soit présentée ne met pas obstacle à la consultation électorale.

Conformément aux dispositions de l'article 15 F de la convention collective de Roubaix-Tourcoing, vallée de la Lys, les organisations syndicales conviennent que le mandat des représentants du personnel élus en cours d'année dans les entreprises où il n'y aura pas eu d'élections aux dates prévues ci-dessus sera écourté et renouvelable à la prochaine date fixée collectivement pour le renouvellement des mandats.

Protection des membres des comités d'entreprise et des délégués du personnel

Pour l'application des dispositions de la loi du 28 octobre 1982 et du décret du 8 juin 1983 concernant la protection des membres des comités d'entreprise et des délégués du personnel et des candidats à ces fonctions, il est décidé que :

- la date d'expiration du mandat des membres des comités d'entreprise et des délégués du personnel en exercice portant point de départ du délai de 6 mois est celle du jour de l'élection dans l'entreprise ;
- le point de départ de la protection de 6 mois pour les candidats aux fonctions de délégués du personnel et pour les candidats aux fonctions de membre d'un comité d'entreprise est le jour d'envoi des listes de candidatures à la direction de l'entreprise.

Durée du mandat

Les membres du comité d'entreprise sont désignés pour une durée de 2 ans (art. 33 G de la convention collective textile).

Les délégués du personnel constituant ou non la délégation unique du personnel sont élus pour une durée de 2 ans (art. 10 *bis* G de la convention collective textile).

Affichage

Ces dispositions seront obligatoirement affichées dans les entreprises jusqu'au mardi 30 novembre 2010.

Fait à Marcq-en-Barœul, le 8 septembre 2010.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

UIT Nord, section Roubaix-Tourcoing, vallée de la Lys.

Syndicats de salariés :

CGT ;

CFDT ;

CGT-FO ;

CFTC ;

CFE-CGC.

